

Immigration : au Sénat, la droite prend sa revanche

Deux dispositions sur la rétention administrative et l'accès aux prestations sociales ont été adoptées mardi

C'est une revanche qui s'est jouée, mardi 18 mars, au Sénat. Une revanche de la droite, qui a obtenu l'adoption à une large majorité de deux propositions de loi, l'une visant à allonger la durée maximale de rétention administrative des étrangers, l'autre consacrant la « préférence nationale » dans l'accès aux prestations sociales, après que des dispositions similaires avaient été rejetées ou censurées lors de précédents examens législatifs.

Une proposition de loi référendaire de députés Les Républicains (LR), en avril 2024, conditionnant à cinq ans de résidence en France l'accès à certaines prestations sociales avait ainsi été retoquée par le Conseil constitutionnel car jugée disproportionnée. Quant à l'allongement

de la rétention, elle est appelée de ses vœux par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et avait fait l'objet d'un amendement par le sénateur Rassemblement national (RN) des Bouches-du-Rhône, Stéphane Ravier, qui avait essuyé un avis défavorable du gouvernement d'Elisabeth Borne à l'époque, lors des débats sur la loi immigration promulguée en janvier 2024.

Depuis, le chef de file des sénateurs LR est devenu ministre de l'Intérieur et le président de la commission des lois du Sénat, François-Noël Buffet, citant l'assassinat, en septembre 2024, à Paris, de Philippine, une étudiante de 19 ans, dont le principal suspect est un Marocain déjà condamné pour viol.

L'opposition de gauche a dénoncé des dispositions visant auteurs d'actes de terrorisme, et qui, selon le texte adopté mardi (et sous réserve d'un vote conforme à l'Assemblée nationale), pourra s'appliquer aux auteurs condamnés à une interdiction de territoire français, pour un crime ou un délit puni d'au moins cinq ans d'emprisonnement ou dont le comportement « constitue une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ».

« **Gavage de propositions de loi** » « **Trop de vies ont été fauchées pour que nous restions inactifs** », a défendu M. Buffet, citant l'assassinat, en septembre 2024, à Paris, de Philippine, une étudiante de 19 ans, dont le principal suspect est un Marocain déjà condamné pour viol.

A la Gaité-Lyrique évacuée, 46 interpellations de jeunes exilés

OCCUPÉ PENDANT PLUS DE trois mois, le lieu culturel parisien la Gaité-Lyrique a été évacué, mardi 18 mars, par la Préfecture de police de Paris. Sans que les jeunes migrants qui occupaient le bâtiment – et qui ont été jusqu'à environ 460 – n'aient obtenu gain de cause, alors qu'ils demandaient leur mise à l'abri.

« **Tout ça pour ça** », a regretté Juliette Donadieu, la directrice générale de la Gaité-Lyrique, qui avait espéré des propositions de prise en charge de la part des pouvoirs publics. Mais « aucune solution satisfaisante n'a été trouvée », critique-t-elle. David Robert, porte-parole du lieu, lui aussi

déploie un « **gâchis** » puisque la majorité des jeunes occupants se retrouvera à la rue. Mardi, lors de l'évacuation, six personnes seulement ont été orientées « vers des dispositifs de droit commun », ont affirmé les préfets de police et de région, dans un communiqué, et 46 autres ont été interpellés. Une pour « **outrage et rébellion** », les autres vont faire l'objet de « **vérifications administratives** », et seront « **placés en rétention administrative** », a précisé la préfecture.

Fin février, les employés permanents du lieu culturel parisien avaient fait valoir leur droit de retrait, excédés par une situation enlisée et génératrice de tensions.

La plupart des jeunes qui occupaient la Gaité-Lyrique ont vu leur minorité contestée lors de l'évaluation par les services de l'aide sociale à l'enfance, compétence relevant du département. Une majorité a cependant déposé un recours auprès du juge pour enfants. Si « **la moitié d'entre eux seront reconnus mineurs** », selon le collectif des jeunes du parc de Belleville, qui les soutient, les délais d'attente avant une décision du tribunal peuvent aller jusqu'à quinze mois. Période pendant laquelle le département de Paris et l'Etat se renvoient la responsabilité de leur prise en charge.

J. PA.

JULIA PASQUAL

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@republique.fr

Reproduction interdite

TEMPUR

PARTEZ À LA CONQUÊTE DU SOMMEIL

DU 13 MARS AU 15 AVRIL 2025
NOS MATÉLAS DOUBLES À PRIX UNIQUE POUR TOUTES LES DIMENSIONS

La seule marque de matelas reconnue par la NASA et certifiée par la Space Foundation

Le plus grand espace Tempur à Paris

Paris 12 • M° Nation
56-60 cours de Vincennes
7/7 • 01 43 41 80 93

Paris 15 • M° Charles Michels
66 rue de la Convention
7/7 • 01 40 59 02 10

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

La maison recherche également bien d'autres produits

Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France

Expertises gratuites & paiement immédiat

N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement par téléphone au 06 19 89 55 28

email : antique.charles@gmail.com / maison.charles.antique.fr

Canapé TORNADO 1990€

3 places L.235 cm, dossier mobile 2 profondeurs, tissu G0 nombreux coloris, piètement métallique, coussins d'assise mousse 35 kg/m³ + couche de ouate avec viscoélastique. Fabriqué en Europe. Existe dans d'autres dimensions. Prix hors livraison, photo non contractuelle.

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@republique.fr

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODÈLES
Merci de nous consulter

stephane.pesque@republique.fr

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • M° Charles Michels • 7/7
147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr